
La Russie et l'Amérique latine : manœuvres géopolitiques dans le voisinage des Etats-Unis



Stephen Blank

Avril 2009

L'Ifri est, en France, le principal centre indépendant de recherche, d'information et de débat sur les grandes questions internationales. Créé en 1979 par Thierry de Montbrial, l'Ifri est une association reconnue d'utilité publique (loi de 1901). Il n'est soumis à aucune tutelle administrative, définit librement ses activités et publie régulièrement ses travaux.

Avec son antenne de Bruxelles (Ifri-Bruxelles), l'Ifri s'impose comme un des rares *think tanks* français à se positionner au cœur même du débat européen.

L'Ifri associe, au travers de ses études et de ses débats, dans une démarche interdisciplinaire, décideurs politiques et économiques, chercheurs et experts à l'échelle internationale.

Les opinions exprimées dans ce texte n'engagent que la responsabilité de l'auteur.

Centre Russie/NEI

© Droits exclusivement réservés – Ifri – Paris, 2009

ISBN : 978-2-86592-520-9

IFRI

27 RUE DE LA PROCESSION
75740 PARIS CEDEX 15 – FRANCE

TEL. : 33 (0)1 40 61 60 00

FAX : 33 (0)1 40 61 60 60

E-MAIL : ifri@ifri.org

IFRI-Bruxelles

RUE MARIE-THERESE, 21
1000 BRUXELLES

TEL. : 32(2) 238 51 10

FAX : 32 (2) 238 51 15

E-MAIL : info.eurifri@ifri.org

SITE INTERNET : www.ifri.org

Russie.Nei.Visions

Russie.Nei.Visions est une collection numérique consacrée à la Russie et aux nouveaux États indépendants (Biélorussie, Ukraine, Moldavie, Arménie, Géorgie, Azerbaïdjan, Kazakhstan, Ouzbékistan, Turkménistan, Tadjikistan et Kirghizstan). Rédigés par des experts reconnus, ces articles *policy oriented* abordent aussi bien les questions stratégiques et politiques qu'économiques.

Cette collection respecte les normes de qualité de l'Ifri (*peer-review* et suivi éditorial).

Si vous souhaitez être informé des parutions par courrier électronique (ou obtenir des informations complémentaires), vous pouvez écrire à l'adresse suivante : info.russie.nei@ifri.org

Derniers numéros

- Roger McDermott, « Les forces armées russes : le pouvoir de l'illusion », *Russie.Nei.Visions*, n° 37, mars 2009 ;
- Nargis Kassenova, « L'aide au développement : la percée chinoise au Tadjikistan et au Kirghizstan », *Russie.Nei.Visions*, n° 36, janvier 2009 ;
- Didier Chaudet, « Terrorisme islamiste en Grande Asie centrale : "Al-Qaïdisation" du djihadisme ouzbek », *Russie.Nei.Visions*, n° 35, décembre 2008.

Auteur

Stephen Blank enseigne la sécurité nationale russe à l'Institut d'Études stratégiques du École de guerre de l'armée américaine, en Pennsylvanie, depuis 1989. Il a obtenu un M. A. et un Ph. D en histoire russe à l'Université de Chicago. Il a publié plus de 600 monographies et articles consacrés à la politique étrangère et de défense de l'URSS et de la Russie, des États-Unis, des pays asiatiques et de l'Europe. Il est souvent intervenu devant le Congrès sur la Russie, la Chine et l'Asie centrale ; il a été consultant pour la CIA, les principaux *think tanks* et fondations aux États-Unis; et livre régulièrement ses commentaires sur les questions de politique étrangère aux médias américains et étrangers. Stephen Blank a publié et dirigé quinze ouvrages portant sur la politique étrangère, énergétique et militaire de la Russie ainsi que sur les questions de sécurité internationale en Eurasie, en particulier : *Russo-Chinese Energy Relations: Politics in Command*, Londres, Global Markets Briefing, 2006 ; *Natural Allies ? Regional Security in Asia and Prospects for Indo-American Strategic Cooperation*, Strategic Studies Institute, US Army War College, Carlisle Barracks (PA), 2005.

Sommaire

RESUME	4
INTRODUCTION.....	5
LES OBJECTIFS ET LES POLITIQUES RUSSES EN AMERIQUE LATINE	8
UN MONDE MULTIPOLAIRE CENTRE AUTOUR DE DEUX ACTEURS.....	10
TACTIQUES ET INSTRUMENTS DE LA POLITIQUE ETRANGERE RUSSE.....	14
LE VENEZUELA ET CUBA, PIVOTS DE LA RUSSIE EN AMERIQUE LATINE	17
L'ENNEMI DE MON ENNEMI EST MON AMI.....	20
CONCLUSION	23

Résumé

La politique conduite actuellement par Moscou en Amérique latine est le fruit d'une aspiration ancienne : asseoir le statut de la Russie en tant que grande puissance mondiale et pays promoteur d'un monde multipolaire. Au fond, il s'agit d'une approche géopolitique (avec une composante économique) dirigée contre les États-Unis, plus que d'une politique économique avec des objectifs stratégiques. Les initiatives que Moscou a prises dans la région en 2008 reflètent des capacités et des ambitions accrues. Cependant, ces aptitudes ont, depuis, décliné en raison de la crise économique mondiale. La véritable menace que Moscou fait peser sur la région provient de ses ventes d'armes au Venezuela, qui soutient et approvisionne en armements la rébellion en Colombie, et peut-être même ailleurs sur le continent.

Introduction

En 2008, la Russie, comme Christophe Colomb en son temps, a « découvert » l'Amérique latine. Du moins, c'est ce que les médias russes comme occidentaux tendent à faire croire. En effet, l'année 2008 a été riche en événements : on a assisté à des visites aux niveaux présidentiel et ministériel entre la Russie et les pays latino-américains ; à la signature d'accords portant sur d'importantes ventes d'armes, sur les échanges commerciaux et sur la coopération énergétique ; à des vols dans la région de bombardiers stratégiques russes ; à des exercices navals conjoints avec le Venezuela ; ou encore à la visite de la flotte russe au Nicaragua et à Cuba. Tous ces événements ont conduit de nombreux observateurs à s'interroger sur les motivations russes. Même si le Pentagone n'a pas tiré le signal d'alarme, Washington a envoyé à Moscou le secrétaire d'État adjoint pour l'Amérique latine, Thomas Shannon, afin d'en savoir plus sur les objectifs exacts de la Russie. Lors de sa visite, Th. Shannon a fait part de la préoccupation suscitée aux États-Unis par les ventes d'armes russes au Venezuela, montrant ainsi que l'activité russe dans la région n'échappait pas à l'attention de la Maison Blanche¹. En outre, en 2008, pour la première fois depuis des années, le Pentagone a déployé la Quatrième Flotte dans l'Atlantique sud. Ses missions consistent officiellement à assurer la sécurité des routes maritimes, porter secours en cas de catastrophe naturelle, prendre part à des opérations humanitaires et conduire des opérations multilatérales avec des marines latino-américaines². Cependant, les observateurs ont interprété cette décision comme une réaction due à la perception américaine d'un accroissement des risques dans cette région.

La quête d'influence de la Russie en Amérique latine a, en réalité, débuté en 1997, et ses objectifs ont depuis été remarquablement constants. C'est depuis 2003 que la Russie voit en l'Amérique latine une zone à l'importance économique grandissante ; en 2004, elle a commencé à vendre des armes aux pays de la région. La politique actuelle prolonge et développe ainsi la politique menée depuis plusieurs années, et ne constitue

Les opinions exprimées dans cet article ne représentent pas celles de l'armée des États-Unis, du Département de la Défense ou du gouvernement des États-Unis.

Traduit de l'anglais par Boris Samkov.

¹ C. Sweeney, « Russia's Latin American Aims Still Unclear: US Official », Reuters, 22 décembre 2008.

² Open Source Committee, Foreign Broadcast Information Service Central Eurasia (FBIS SOV): V. Litovkin, « Syndrome of 1962 Caribbean Crisis: Yet Another Hotbed of Tension May Appear Off the Coast of the New World », *Nezavisimoe Voennoe Obozrenie*, 12 septembre 2008 ; M. Day, « Fourth Dimension—US Revives its Latin American Fleet », *Jane's Intelligence Review*, 14 juillet 2008.

nullement une initiative nouvelle³. Ce qui avait changé – du moins, jusqu'au début de la crise économique mondiale en 2008 –, c'était l'aptitude de Moscou à mettre en oeuvre sa politique, marquée par un anti-américanisme croissant. Cependant, la conjoncture actuelle a réduit la faculté de la Russie et des États latino-américains à entreprendre des actions communes, surtout dans le cas du Venezuela, ce qui peut freiner la poussée russe en direction de l'Amérique latine. La capacité de Moscou à obtenir une influence significative et une vraie position stratégique en Amérique latine dépend de ses efforts visant à promouvoir des initiatives internationales de grande ampleur. Par conséquent, on peut prévoir, en 2009, une révision à la baisse des perspectives de 2008.

Le président russe Dmitri Medvedev a implicitement admis que la Russie ira au bout de ses projets lorsqu'il a déclaré qu'en 2009, il sera nécessaire de « garantir à la Russie un rôle digne d'elle dans les relations internationales » avant de préciser qu'il n'y avait pas aujourd'hui « de tâche plus importante que de surmonter les conséquences de la crise financière »⁴. Toutefois, pendant sa tournée en Amérique latine à la fin de l'année 2008, il a affirmé que la Russie *commençait* seulement à renforcer ses liens avec l'Amérique latine, une région que lui-même et les autres officiels russes considèrent comme un acteur international de plus en plus important⁵. Medvedev a même qualifié les relations avec les pays d'Amérique latine de « relations privilégiées », à l'instar de celles entretenues avec les pays de la CEI⁶.

Cependant, même si la Russie va poursuivre le renforcement de ses liens avec l'Amérique latine, sa capacité à assurer un engagement profond est inférieure à celle qu'elle souhaiterait, tout comme la capacité des États d'Amérique latine à répondre aux objectifs russes. C'est particulièrement vrai pour des pays comme le Venezuela, qui dépendent de l'énergie ou des revenus des matières premières et dont les capacités ont décliné à la suite de la crise économique mondiale. La Russie ne pourra satisfaire que partiellement les demandes de soutien de l'Amérique latine, même pour ce qui concerne des économies sinistrées comme celle de Cuba⁷. Par exemple, le futur prêt russe de 20 millions de dollars et un possible crédit de 335 millions de dollars permettront à ce pays d'acheter des produits russes, mais ne donneront qu'une impulsion à court terme à l'économie cubaine⁸. En effet, les subventions à l'exportation sont rarement dans l'intérêt des deux parties.

De même, les compagnies russes chargées de développer les relations avec l'Amérique latine ont récemment reconnu qu'à court terme, l'expansion économique russe dans la région serait faible, voire inexistante. Ainsi, bien que la Russie et le Venezuela aient insisté sur leur volonté de

³ FBIS SOV : ITAR-TASS, en anglais, 1^{er} avril 2004, 15 décembre 2003.

⁴ FBIS SOV : M. Zygar, « Success From Dizziness. What Good the Crisis Has Brought World Politics », *Kommersant*, en russe, 26 décembre 2008.

⁵ M. Smith, *A Russian Chronology, October-December 2008*, Advanced Research Assessments Group, 2009, p. 102-103, 106, <www.da.mod.uk/colleges/arag>.

⁶ *Ibid.*

⁷ FBIS SOV : ITAR-TASS, en anglais, 20 janvier 2009.

⁸ FBIS SOV : Interfax, en anglais, 19 janvier 2009.

créer des compagnies pétrolières et gazières, les sociétés russes ne disposent pas des liquidités suffisantes pour investir en Amérique latine. Dès lors, il n'y a rien de surprenant à ce que même le Venezuela affiche son scepticisme quant à la capacité de la Russie à transformer les liens actuels – principalement fondés sur les ventes d'armes – en une relation reposant sur d'importants investissements et une véritable coordination diplomatique⁹.

Les pays latino-américains qui ont signé des accords commerciaux ou ont noué une relation stratégique avec la Russie ont cherché à obtenir en contrepartie des compensations substantielles de la part de Moscou. Le Nicaragua a reconnu l'Abkhazie et l'Ossétie du Sud afin d'obtenir l'aide militaire et économique russe et pouvoir remplacer un arsenal vieillissant datant de l'époque soviétique¹⁰. Quant à l'intérêt de Cuba pour des liens renforcés avec la Russie, il est dû au fait que l'île a en permanence besoin d'assistance. Les motivations de Cuba s'expliquent, au moins partiellement, par son ancienne dépendance à l'égard de la Russie et les largesses économiques de cette dernière. Cuba se réjouit du fait que la Russie milite en faveur de la levée des sanctions américaines. Le Venezuela, quant à lui, a rouvert ses champs de pétrole aux investissements occidentaux afin de compenser la baisse des prix de l'énergie, aggravée par la mauvaise gestion et une corruption à grande échelle¹¹. La crise a également réduit les aspirations militaires de Caracas – une tendance qui devrait bientôt avoir des effets visibles sur les ventes d'armes russes¹². Autant d'éléments à la lumière desquels on comprend mieux pourquoi les décideurs américains en matière de défense ne s'inquiètent pas outre-mesure des liens existant entre le Venezuela et la Russie¹³.

⁹ S. Romero, M. Schwirtz et A. Barrionuevo, « Flux In Latin America Affects Russia's Diplomacy », *New York Times*, 22 novembre 2008.

¹⁰ FBIS SOV : *La Prensa Internet Version*, en espagnol, 12 janvier 2009 ; « Russia To Help Nicaragua Fix, Update Arsenal », *Defensenews.com*, 25 septembre 2008.

¹¹ S. Romero, « Chavez Lets West Make Oil Bids As Prices Plunge », *New York Times*, 15 janvier 2009 ; FBIS SOV : Open Source Committee, « Analysis: Venezuelan, Cuban Leaders Set Low Expectations For improved US Ties », *OSC Analysis*, 15 janvier 2009.

¹² C. Harrington, « Venezuela Stalls Plans For Military Aircraft Production », *Jane's Defence Weekly*, 13 janvier 2009.

¹³ *Ibid.*

Les objectifs et les politiques russes en Amérique latine

Les activités de la Russie en Amérique latine ne peuvent toutefois pas être ignorées. Aussi bien le Premier ministre Poutine que le ministre des Affaires étrangères, Sergueï Lavrov, ont déclaré que « l'Amérique latine [était] en train de devenir un maillon important dans le monde multipolaire en formation »¹⁴. Même si ni la Russie ni le Venezuela ne vont défier militairement les États-Unis (par exemple, en implantant des bases russes à Cuba), leurs objectifs individuels et collectifs contribuent à une dégradation notable des relations Est-Ouest et à l'exacerbation de tensions déjà existantes sur le continent¹⁵.

Le rapprochement économique et diplomatique entre Moscou et l'Amérique latine s'inspire d'un concept exposé pour la première fois en 1997 par Evguéni Primakov, à l'époque ministre des Affaires étrangères, lors de sa tournée en Argentine, au Brésil, en Colombie et au Costa Rica. Interrogé sur les raisons de sa visite, Primakov avait répondu qu'en tant que grande puissance, la Russie devait naturellement entretenir des liens avec toutes les régions de la planète¹⁶. En 2001, dans un télégramme adressé aux participants à une conférence consacrée à l'Amérique latine, le président Poutine a affirmé que le dialogue politique et les liens économiques avec l'Amérique latine étaient pour la Russie d'une grande importance, et qu'ils seraient mutuellement bénéfiques dans des domaines comme la science, l'éducation et la culture, qui doivent faire l'objet d'une attention particulière¹⁷.

Enfin, en 2006, S. Lavrov affirmait : « Au cours de ces dernières années, les pays d'Amérique latine et du bassin caribéen (LACB) ont pris une place de plus en plus importante dans le système actuel des relations internationales. Nos contacts avec eux (...) sont une composante

¹⁴ S. Gutterman, « Putin Says Latin America Ties To Be a Top Priority », *Boston Globe*, 26 septembre 2008. FBIS SOV: Ministère russe des affaires étrangères, en anglais, 17 novembre 2008.

¹⁵ L. Harding, « Russia "May Use Cuba To Refuel Nuclear Bombers" », *Guardian*, 25 juillet 2008 ; « Russia Could Place Bombers in Latin America, N. Africa—Paper », RIA Novosti, 25 juillet 2008 ; « Moscow Must Answer US Shield With Cuban "Spy" Site-Analyst », RIA Novosti, 23 juillet 2008 ; « Russia Denies Planning to Base Bombers in Cuba », Agence France-Presse (AFP), 24 juillet 2008.

¹⁶ M. Bain, *Russian-Cuban Relations Since 1992: Continuing Camaraderie in a Post-Soviet World*, Lanham, Md. Lexington Books, Rowman & Littlefield Publishers Inc., 2008, p. 129-130.

¹⁷ *Ibid*, p. 130.

importante des efforts internationaux de la Russie visant à résoudre les problèmes communs à toute la communauté mondiale »¹⁸.

La préoccupation première de la politique russe est de se positionner comme une grande puissance vis-à-vis de Washington et de contribuer à la mise en place d'un monde multipolaire qui réduira la capacité de l'Amérique à s'opposer au concept russe de stabilité stratégique régionale et mondiale. C'est dans ce but que la Russie exploite les domaines où elle possède un avantage comparatif (l'énergie, la vente d'armes, les lanceurs spatiaux, la vente de réacteurs nucléaires), afin d'obtenir le soutien politique des autres États là où les intérêts russes sont opposés à ceux des États-Unis. La volonté russe de recouvrer ou de renforcer ses positions en Amérique latine a précédé l'idée selon laquelle elle se doit de réagir en Amérique latine en réponse aux interventions des États-Unis dans la CEI. Ce concept est né des conditions du redressement économique de la Russie dans les années 2000-2008, qui a coïncidé avec le déclin de la puissance et du prestige des États-Unis à cause de la politique désastreuse de l'administration Bush. La crise économique actuelle, conjuguée à la nouvelle politique de l'administration Obama, devrait cependant inciter Moscou à moins insister sur cet aspect particulier de sa politique en Amérique latine.

Au lieu de cela, Moscou pourrait faire des efforts pour adapter sa politique aux principes suivants, chers aux hauts responsables en matière de sécurité de l'Amérique du sud :

- L'Amérique latine doit se protéger des tentatives en provenance de l'étranger destinées à mettre en péril sa sécurité. Elle doit, aussi, respecter les principes du droit international établis dans les chartes de l'Organisation des États Américains (OAS) et des Nations unies (ONU).

- Par conséquent, toute initiative comportant l'emploi de forces conjointes (que ce soit avec les États-Unis ou avec d'autres États) doit se faire en accord avec l'ONU. De la même manière, les initiatives intégratives doivent reposer sur des objectifs multilatéraux communs, ce qui signifie l'opposition à des opérations unilatérales impliquant l'usage de la force¹⁹.

Même si ces points concordent avec la rhétorique russe, les élites latino-américaines préfèrent de loin coopérer avec les États-Unis dès lors que ceux-ci respectent leurs besoins et leurs intérêts et prennent réellement en considération leur avis. Ces élites ne souhaitent pas être des pions dans une nouvelle mouture de la guerre froide²⁰. D'ailleurs, le président brésilien Lula da Silva a récemment fait part de son espoir de voir le président Obama développer une « relation privilégiée » avec l'Amérique latine²¹.

¹⁸ *Ibid.*

¹⁹ Voir par exemple les opinions des commandants des marines latino-américaines, réunies dans P.D. Taylor (dir.), *Perspectives on Maritime Strategy: Essays from the Americas*, Newport, RI: Naval War College Press, Newport Papers, n° 31, 2008.

²⁰ *Ibid.*

²¹ FBIS SOV : L. Seizas, « Coffee with the President », *Agencia Brasil Internet Version*, en portugais, 19 janvier 2009.

Un monde multipolaire centré autour de deux acteurs

Malheureusement, la politique étrangère actuelle de la Russie – ainsi que celle de certains de ses alliés comme Hugo Chavez, même si les raisons en sont différentes – tend à inciter les pays du continent à s'opposer systématiquement aux États-Unis. La Russie convoite toujours un statut de puissance mondiale, voire de superpuissance, qui en ferait l'égale des États-Unis. C'est pourquoi elle souhaite devenir membre de tous les clubs internationaux existants (même quand elle n'a pas de vrais intérêts dans la région concernée). La Russie aurait fait part de son souhait d'obtenir le statut d'observateur au Conseil sud-américain de défense, une instance relevant de l'Union des Nations sud-américaines (UNASUR). Moscou aspire également à un siège d'observateur auprès de l'Association latino-américaine des Centres de maintien de la paix (Alcopaz)²². Cette volonté de rehausser son rang se trouve au cœur de la politique étrangère russe²³. En 1997, alors que la Russie traversait la période la plus difficile de sa transition, Sergueï Rogov, directeur de l'Institut des États-Unis et du Canada et conseiller du gouvernement, analysait : « Moscou doit chercher à préserver le caractère particulier des relations russo-américaines. Washington devrait reconnaître le statut exceptionnel de la Fédération de Russie dans la formation d'un nouveau système de relations internationales, un rôle différent de celui que les autres centres de pouvoir jouent sur la scène mondiale »²⁴.

C'est pourquoi la politique de la Russie en Amérique latine est fondamentalement axée sur celle des États-Unis. Elle tente d'instrumentaliser le continent sud-américain pour en faire un groupe de pays ou même un bloc, certes faible mais identifiable, destiné à soutenir ses positions face à la domination de Washington sur les affaires internationales. Par conséquent, les États latino-américains désireux de défier l'Amérique s'appuient sur Moscou. C'est ainsi que le président nicaraguayen Daniel Ortega a assuré la Russie de l'opposition de son pays à un monde « unipolaire » et s'est réjoui de la présence de la Russie en Amérique latine, dans laquelle il voit un signe de résistance à ce monde unipolaire²⁵.

La politique de Moscou dans la région s'inscrit dans un effort global destiné à promouvoir un « monde multipolaire ». En novembre 2008, S. Lavrov a ainsi déclaré : « Nous saluons le rôle de l'Amérique latine dans l'effort commun visant à démocratiser les relations internationales à un moment où le monde devient, objectivement, de plus en plus multipolaire.

²² M. Smith, *op. cit.* [5], p. 80.

²³ W.C. Wohlforth, « The Transatlantic Dimension », in R. Dannreuther (éd.), *European Union Foreign and Security Policy: Towards a Neighborhood Strategy*, Londres: Routledge, 2004, p. 190-192.

²⁴ S.M. Rogov, *Russia and NATO's Enlargement: The Search for a Compromise at the Helsinki Summit*, VA : Center for Naval Analyses, mai 1997, p. 10.

²⁵ AFP, 18 décembre 2009.

Nous sommes persuadés que ces processus sont de l'intérêt de l'humanité entière. La Russie souhaite coopérer étroitement avec ses partenaires latino-américains, et nous savons que ce souhait est réciproque »²⁶.

Toutefois, certains pays latino-américains refusent d'être entraînés dans la rivalité russo-américaine et ne souhaitent pas se transformer en un champ d'influence comparable à la Communauté des États indépendants (CEI). Renforcer les relations diplomatiques et commerciales avec la Russie est une chose ; devenir partie prenante de ce qui s'apparente à une nouvelle guerre froide en est une autre. À part, le Venezuela, le Nicaragua, Cuba et la Bolivie, les autres pays latino-américains apprécient la possibilité d'accéder au marché russe ou d'acheter des armes à la Russie. Ils souhaitent également faire entendre leur voix et inciter Washington à accorder plus d'importance au multilatéralisme et à tenir compte de leurs intérêts sécuritaires²⁷. Cependant, ils cherchent à éviter que l'Amérique latine se retrouve en première ligne d'une nouvelle guerre froide, alors qu'il apparaît clairement que la Russie essaie d'instrumentaliser les États révolutionnaires et anti-américains comme le Venezuela. La plupart des pays de la région préféreraient que l'Amérique latine soit « imperméable » aux menaces globales²⁸. Roberto Unger, le ministre brésilien des Affaires stratégiques, a expliqué que son pays n'avait aucun intérêt à acheter des systèmes de défense : « À la différence des autres pays sud-américains, nous n'achetons pas ce genre de choses et nous ne sommes pas intéressés par une espèce de politique d'équilibre des forces visant à contenir les États-Unis. Nous avons des relations amicales avec les États-Unis et nous entendons les rendre encore plus amicales avec l'arrivée au pouvoir de la nouvelle administration »²⁹.

Par conséquent, même si le Brésil intensifie sa coopération militaro-technique avec la Russie, cette coopération n'infléchira pas sa politique étrangère de manière significative. À l'époque de Primakov comme aujourd'hui, le but de la multipolarité prônée par Moscou est de rehausser le statut de la Russie et de faire d'elle une grande puissance mondiale, capable de contrer les États-Unis dans diverses régions de la planète où la Russie a des intérêts³⁰. Mais cette politique ne suppose ni l'existence d'un réel intérêt de la Russie pour l'Amérique latine, ni une vraie vision globale pour le continent. En dépit de son intérêt manifesté pour les organisations d'intégration comme le Mercosur, Moscou entretient avec les pays latino-américains des relations principalement bilatérales – si l'on met de côté son soutien potentiel aux efforts du Venezuela visant à lancer une « révolution bolivarienne ». Dans le domaine économique, la Russie se concentre sur les gains bilatéraux mutuels ; et dans le domaine politique, elle cherche à

²⁶ M. Smith, *op. cit.* [5], p. 91.

²⁷ P.D. Taylor (dir.), *op. cit.* [19], *passim*.

²⁸ A.J. Martinez, « A Maritime Strategy for the South Atlantic », in P.D. Taylor (dir.), *op. cit.* [19], p. 5-6.

²⁹ S. Romero, M. Schwirtz et A. Barrionuevo, *op. cit.* [9].

³⁰ S. Blank, « The Spirit of Eternal Negation: Russia's Hour in the Middle East », in S. Blank (dir.), *Mediterranean Security into the Coming Millennium*, Carlisle Barracks PA : Strategic Studies Institute, US Army War College, 1999, p. 447-467.

mettre en évidence des positions communes avec chacun des États sud-américains³¹.

De ce point de vue, la politique sud-américaine de la Russie ressemble à sa politique chinoise : en effet, la Russie perçoit la Chine avant tout comme un instrument de la politique russe vis-à-vis de Washington, et non comme une grande puissance en soi. La Russie a d'ailleurs souvent laissé entendre qu'elle considérerait ses relations avec la Chine principalement comme un outil permettant de se rapprocher de Washington. Une fois ce but atteint, elle pourrait se consacrer à nouveau en priorité à ses rapports avec les États-Unis³². De la même manière, l'implication de la Russie en Amérique latine n'est pas liée à sa volonté de résoudre les problèmes de sécurité que connaît le continent. Moscou n'en a pas une vision claire et cohérente et sa politique pourrait même facilement aggraver ces problèmes déjà profondément enracinés³³.

Certains aspects de la politique russe reflètent la lutte interne qui oppose le président Medvedev au premier ministre Poutine. En 2008, la guerre avec la Géorgie a confirmé la prédominance de Poutine dans la politique russe face à son successeur³⁴. Cette primauté s'est manifestée de manière si évidente que Medvedev a dû déclarer que, conformément à la Constitution, la responsabilité finale de la politique russe « repose sur [s]es épaules et seulement sur les [s]iennes, et [il] ne saurai[t] partager cette responsabilité avec quiconque »³⁵.

Les tentatives de Medvedev de mener à bien ses propres projets ont été contrecarrées, notamment son plan anti-corruption et sa proposition de nommer des juges indépendants³⁶. Plus récemment, Poutine et Medvedev se sont publiquement disputés sur la gestion de la crise économique par le gouvernement³⁷. Cette rivalité désorganise la politique russe : Poutine est capable de bloquer toute décision de Medvedev mais semble agir de plus en plus en solitaire et ne pas accorder suffisamment de temps à ses fonctions de premier ministre, alors même que le pays est profondément affecté par la crise économique³⁸. Dans ce contexte, il n'est pas étonnant d'entendre aussi bien Medvedev que Poutine appeler à l'unité et essayer d'en donner des preuves : leurs déclarations ont pour but de dissimuler les divisions croissantes sur la politique à suivre et sur le

³¹ J. Barylai, « Russia's Latin American Tango », *International Affairs*, n° 3, 2007, p. 50-54.

³² *Ibid.*; R.C. Nation, « Beyond the Cold War: Change and Continuity in U.S.-Russian Relations », in R.C. Nation and M. McFaul, *The United States And Russia into the 21st Century*, Strategic Studies Institute : US Army War College, US Army War College, 1997, p. 17-25.

³³ G. Marcella, *American Grand Strategy for Latin America in the Age of Resentment*, Carlisle Barracks, PA: Strategic Studies Institute US Army War College, 2007.

³⁴ S. Blank, « Russia's War on Georgia: The Domestic Conflict », *Perspective*, vol. XVII, n° 4, octobre 2008.

³⁵ « Medvedev's Assertiveness Troubles Putin », *Financial Times*, 30 décembre 2008.

³⁶ *Ibid.*

³⁷ FBIS SOV: ITAR-TASS, en russe, 29 décembre 2008 ; « Medvedev Criticizes Putin's Cabinet on Economy », *Radio Free Europe Radio Liberty*, 11 janvier 2009 ; I. Gorst, « Medvedev Aims a Swipe At Putin Over Economy », *Financial Times*, 12 janvier 2009.

³⁸ Johnson's Russia List : K. Gaze and M. Fishman, avec D. Guseva, « There Were Two Comrades Serving Together », *Ruskiy Newsweek*, 23 décembre 2008.

partage du pouvoir³⁹. Les deux hommes comprennent sans doute que même s'ils se disputent le pouvoir, leurs destins politiques sont étroitement liés. Mais leurs appels à l'unité n'ont guère d'effet sur leurs factions, étant donné la nature du processus politique en Russie. Il est donc très probable qu'une bonne partie de la politique étrangère russe – notamment celle à l'égard de l'Amérique latine – sera affectée par les rivalités intestines.

Dès avant la campagne de Géorgie, Poutine semblait déjà essayer de conduire sa propre politique étrangère et de sécurité et laissant entendre aux militaires que la Russie devrait restaurer ses relations avec Cuba et y établir une base aérienne. Il y a même envoyé le vice-premier ministre Igor Setchine et le secrétaire du Conseil de sécurité Nikolai Patrouchev pour discuter de la relance de la coopération entre les deux États. Compte tenu des fonctions de Patrouchev, il était évident qu'il serait question de coopération en matière de défense. De telles initiatives ont clairement pour but de défier les États-Unis. Cuba a refusé de jouer ce jeu, car ces projets avaient été annoncés publiquement sans que les dirigeants de la Havane aient été consultés, ce qui prouve encore une fois que ces desseins servent d'autres intérêts que ceux de la politique de l'État russe⁴⁰. Bruno Rodríguez Parrilla, le ministre cubain des Affaires étrangères, a même nié avoir eu connaissance de plans russes consistant à implanter des sites militaires dans l'île, et Fidel Castro a publiquement félicité Raul Castro pour la retenue qu'il a manifestée en refusant de se laisser provoquer par Moscou ou par le chef d'état-major de l'armée de l'air américaine, Norton Schwartz, qui a déclaré que construire une telle base serait inacceptable⁴¹.

Des revirements sur ce dossier sont probables. En effet, la presse russe a rapporté que Igor Setchine a non seulement fait progresser des accords économiques et des ventes d'armes avec Cuba, le Venezuela et le Nicaragua, mais qu'il a également discuté de la formation d'une alliance avec ces pays. Moscou considérerait la constitution d'une telle union comme une réponse valable à l'activisme des États-Unis dans l'ex-Union soviétique et à l'installation de systèmes de défense antimissile en Pologne et en République tchèque⁴². De façon prévisible, Setchine a rapporté à Poutine que Moscou devrait renforcer ses relations avec ces pays en particulier et avec l'Amérique latine en général⁴³. Or, si une telle alliance – avec sa composante militaire et les ventes d'armes – voyait finalement le jour, elle représenterait une menace sérieuse pour l'Amérique latine et pour les intérêts des États-Unis.

³⁹ FBIS SOV : Interfax, en anglais, 29 décembre 2008.

⁴⁰ FBIS SOV : « Igor Sechin Tested a New Approach to Cuba », *Kommersant.com*, en anglais, 4 août 2008 ; Interfax, en russe, 4 août 2008 ; Y. Trifonov, « Friendship Out of Spite », *Gazeta.ru*, en anglais, 7 août 2008 ; R. Dobrokhotov, « NO Ships to Call in Havana: Cuba Refuses Russian Military Aid », *Novye Izvestiya*, en russe, 8 août 2008 ; Open Source Committee, *OSC Analysis*, « Sechin Trip to Cuba, Putin Statements Boost Rumors of Russian Base », 13 août 2008.

⁴¹ FBIS SOV : *Gramma Internet Version*, en espagnol, 24 juillet 2008 ; Interfax-AVN Online, en anglais, 11 novembre 2008.

⁴² FBIS SOV : Open Source Center, Open Source Committee, « Hard-Liner Sechin Spearheads Aggressive Russian Foreign Policy », *OSC Analysis*, 24 septembre 2008.

⁴³ *Ibid.*

Tactiques et instruments de la politique étrangère russe

La Russie possède néanmoins des intérêts commerciaux et politiques de premier plan en Amérique latine, les premiers étant un moyen d'assurer les seconds. Vis-à-vis du Venezuela, de Cuba et du Nicaragua, ces intérêts sont davantage de nature stratégique et sont liés au désir de contrer l'influence américaine sur le sous-continent. Les visites bilatérales entre les dirigeants russes et latino-américains permettent au Kremlin d'insister sur la convergence de leurs intérêts en matière de politique internationale, comme la mise en place d'un ordre mondial multipolaire⁴⁴. Les discussions portent en outre sur :

- le commerce, principalement de matières premières mais aussi, dans la mesure du possible, de produits industriels et de technologies de pointe ;
- les accords énergétiques qui prévoient que la Russie investisse dans les sociétés du pays partenaire ou explore ses ressources ;
- les mesures de promotion de ses propres investissements dans le pays partenaire ;
- les offres russes de ventes d'armes et de lancements spatiaux (offres adressées particulièrement au Brésil et au Venezuela).

La campagne anti-américaine de la Russie semble coïncider avec les intérêts latino-américains à la suite du virage à gauche pris par plusieurs États du continent à partir de 2006. Au même moment, la Russie a commencé à prendre conscience de la pénétration chinoise dans la région, ainsi que du potentiel économique latino-américain et des efforts restant à fournir⁴⁵. L'intégration économique de l'Amérique latine par le biais du Mercosur⁴⁶ semble intéresser la Russie, avant tout parce qu'elle suppose le soutien des États de la région à la mise en place d'un monde

⁴⁴ J. Barylai, *op. cit.* [31]; M. Troyansky, « A Close Country in the Far Away Andes », *International Affairs*, N° 1, 2008, p. 156-159.

⁴⁵ FBIS SOV : ITAR-TASS, en anglais, 16 novembre 2007 ; FBIS SOV : Interfax, en anglais, 8 novembre 2007 ; A. Sizonenko, « Latin America: A Fixture In Russian Diplomacy », *International Affairs* (Moscou), vol. 53, n° 1, 2007, p. 129 ; D. Belov and E. Starostina, « Integration in Latin America », *International Affairs* (Moscou), vol. 52, n° 2006, p. 66-67 ; FBIS SOV : ITAR-TASS, en anglais, 20 février 2006 ; Interfax, en anglais, 20 février 2006 ; M. Smith, *op. cit.* [5], p. 99.

⁴⁶ Mercosur est la communauté économique des pays de l'Amérique du Sud, créée en mars 1991 Parmi ses membres : Argentine, Brésil, Paraguay et Uruguay. Le Venezuela suit le processus d'adhésion depuis 2006. Plusieurs pays de l'Amérique latine ont un statut de membres associés dont la Colombie (NDLR).

multipolaire⁴⁷. Cette dichotomie entre, d'une part, des objectifs économiques affichés et la volonté à signer des accords avec les États latino-américains et, d'autre part, des objectifs stratégiques de plus en plus évidents, s'est manifestée lors de la tournée de D. Medvedev fin 2008. En privé, le président russe a insisté sur le potentiel commercial de la coopération entre la Russie et l'Amérique latine ; mais, en public, il a surtout exprimé l'espoir d'obtenir l'appui de ses partenaires sud-américains pour l'instauration d'un monde multipolaire⁴⁸.

Pour étoffer son agenda économique et stratégique, Moscou a proposé aux gouvernements latino-américains des accords substantiels concernant le pétrole, le gaz, l'énergie nucléaire, l'extraction d'uranium, la production d'électricité, les ventes d'armes, la technologie militaire de pointe, la coopération spatiale et l'agriculture. Ces offres russes de coopération s'adressent à la totalité du monde latino-américain, que ce soit le Mexique, Cuba ou Trinidad dans la zone Caraïbes, ou le Chili et l'Argentine dans le sud, même si, naturellement, les biens et services proposés varient d'un État à l'autre.

Certains mobiles russes sont manifestes. Par exemple, Moscou appréhende parfaitement l'importance du Brésil en tant que première économie du continent et puissance régionale, et cherche à nouer avec lui des liens économiques bien plus étroits. Au moins depuis 2006, la Russie tente de bâtir ce qu'elle appelle une « alliance technologique » avec Brasília, probablement parce que, ensemble, les deux pays pourront lancer des projets technologiques de niveau mondial⁴⁹. De la même manière, la Russie veut participer à la construction d'un gazoduc prévu pour relier l'Argentine à la Bolivie, ainsi qu'à des projets énergétiques clés au Venezuela⁵⁰. Une raison importante pour laquelle Moscou a inclus dans ses plans des pays comme le Brésil ou le Pérou est son désir d'étendre ses « têtes de pont » commerciales en Amérique latine au-delà des gouvernements traditionnellement anti-américains, et de renforcer ses positions dans la compétition avec les États-Unis, à la fois au niveau commercial et au niveau politique⁵¹.

Des calculs similaires existent dans le domaine des ventes d'armes. Pendant des années, les exportateurs d'armes russes ont vu en l'Amérique latine un marché potentiel pour leurs marchandises. Ils ont commencé par suggérer la modernisation des armements existants puis, plus récemment, à proposer de nouveaux produits à tous les gouvernements⁵². Ils ont d'ailleurs publiquement déclaré que la politique de l'administration Bush avait été un cadeau fait aux fabricants d'armes russes, car préoccupés par

⁴⁷ *Ibid.*

⁴⁸ FBIS SOV : Open Source Center, « Analysis: Russian President's Latin American Tour Aimed at Economics », *OSC Analysis*, 30 décembre 2008.

⁴⁹ FBIS SOV : *Rossiya TV*, en russe, 7 avril 2006 ; FBIS SOV : ITAR-TASS, en anglais, 26 novembre 2008.

⁵⁰ FBIS SOV : ITAR-TASS, en anglais, 10 décembre 2008.

⁵¹ R. Weitz, « Global Insights: Medvedev Tour Shows Moscow's Latin American Limits », *World Politics Review*, 2 décembre 2008.

⁵² FBIS SOV : *Agentstvo Voennykh Novostej*, en anglais, 27 avril 2005 ; FBIS SOV : Interfax-AVN Online, en anglais, 28 octobre 2008.

leur sécurité, les clients potentiels ont acheté des armes en plus grande quantité et de fabrication plus récente⁵³.

Bien entendu, les pays latino-américains trouvent aussi leur intérêt dans ces échanges. Non seulement ils y gagnent une ouverture sur un grand marché en pleine expansion mais, en plus, leur coopération avec la Russie les aide à parvenir à leurs fins économiques et géostratégiques. Ainsi, l'Argentine serait désireuse d'échapper à une dépendance énergétique et financière excessive vis-à-vis du Venezuela, et envisagerait donc de se tourner vers la Russie, à laquelle elle pourrait demander de se charger de l'exploration d'hydrocarbures sur son territoire. Lukoil peut fournir le fioul et le gazole nécessaires aux centrales thermiques en hiver, une période propice aux pénuries de gaz. De même, la Russie aidera à construire le pipeline du nord-est vers la Bolivie⁵⁴.

Cependant, ces liens économiques en plein essor ne doivent pas dissimuler les objectifs géostratégiques fondamentaux de Moscou. Medvedev souhaite notamment que les pays dits BRIC (Brésil, Russie, Inde et Chine) coopèrent pour promouvoir la multipolarité⁵⁵. Avec la présidente argentine Cristina Kirchner, il a appelé à réformer les institutions financières internationales – une réforme devenue, ces derniers temps, l'un des grands objectifs de la politique étrangère russe. Medvedev, en plus d'avoir pressé l'Argentine de reconnaître la Russie en tant qu'économie de marché⁵⁶, a également demandé au Brésil de coordonner sa politique étrangère avec Moscou afin de favoriser la mise en place d'un monde multipolaire⁵⁷. Et dans les communiqués conjoints des ministres des Affaires étrangères et des présidents, il est de coutume de mettre en avant l'identité des vues des parties sur des éléments clés de cette multipolarité si vantée⁵⁸. Ainsi, en 2006, le premier ministre russe Mikhaïl Fradkov avait ouvertement admis que des contacts économiques fructueux étaient cruciaux pour la coopération stratégique de la Russie avec d'autres gouvernements, en déclarant : « Je ne fixerai pas d'objectifs ambitieux dans les relations géopolitiques avant d'avoir obtenu des succès économiques »⁵⁹. Dans le même ordre d'idées, Medvedev a reconnu que sa tournée en Amérique latine a été guidée par de profondes raisons géopolitiques⁶⁰.

⁵³ « Russia Expanding the Geography of its Military Deliveries », *Voice of Russia*, 23 septembre 2006.

⁵⁴ FBIS SOV : L. di Matteo, « With Venezuela in Problems, Russia Approaches as the Country's New Energy Partner », *El Cronista Internet Version*, en espagnol, 10 décembre 2008.

⁵⁵ FBIS SOV : ITAR-TASS, en anglais, 5 décembre 2008.

⁵⁶ FBIS SOV : Interfax, en russe, 10 décembre 2008 ; FBIS SOV : ITAR-TASS, en anglais, 5 novembre 2008.

⁵⁷ FBIS SOV : ITAR-TASS, en anglais, 26 novembre 2008 ; FBIS SOV : ITAR-TASS en anglais, 21 octobre 2008.

⁵⁸ Par exemple, la Déclaration commune signée par les ministres russe et paraguayen des Affaires étrangères, FBIS SOV : *Ministry of Foreign Affairs*, en anglais, 16 septembre 2007.

⁵⁹ FBIS SOV : Interfax, en anglais, 7 avril 2006.

⁶⁰ FBIS SOV : Interfax, en anglais, 28 novembre 2008.

Le Venezuela et Cuba, pivots de la Russie en Amérique latine

La prééminence de la géopolitique apparaît clairement dans la politique de la Russie à l'égard de ses principaux partenaires en Amérique latine, le Venezuela et Cuba. Les économies vénézuélienne et cubaine, surtout lors de la crise actuelle, ne peuvent pas offrir de bénéfices tangibles à la Russie. En conséquence, les considérations géostratégiques l'emportent sur l'interaction économique relativement importante qui existe entre la Russie et ces États. Ainsi, N. Patrouchev avait déclaré au gouvernement équatorien que la Russie souhaitait une coopération entre les services de renseignement « afin d'étendre l'influence russe en Amérique latine »⁶¹. Moscou a également signé un accord sur la vente d'armes à Quito⁶². Indéniablement, la Russie souhaite faire en sorte que, dans leur face-à-face avec la Colombie, l'Équateur et le Venezuela se reposent sur des armements russes et des informations obtenues par les services de renseignement russes. Ces deux pays jouxtant la Colombie, ils peuvent soutenir les narco-trafiquants des Forces armées révolutionnaires de Colombie (FARC) – comme Hugo Chavez l'a déjà fait –, menacer un allié des États-Unis et chercher à entraîner Washington dans une autre sale guerre⁶³.

La Russie sait indiscutablement que Chavez a converti le Venezuela en un immense centre de transport de la drogue en provenance d'Amérique latine et d'Afrique occidentale, qu'il soutient les insurgés et les terroristes en Amérique latine, qu'il a des desseins révolutionnaires et expansionnistes pour la Colombie et entend exploiter tous ces facteurs pour remplir ses propres objectifs anti-américains⁶⁴. En conséquence, les rapports faisant état d'accords sur la lutte contre le trafic de drogue, actuels ou à venir, entre la Russie, d'une part, et le Nicaragua et le Venezuela, de l'autre, doivent être considérés avec la plus grande prudence. Ce sont très

⁶¹ J. Brinkley, « Relations with Russia, a Priority for U.S. », *San Francisco Chronicle*, 2 novembre 2008.

⁶² FBIS SOV : ITAR-TASS, en anglais, 27 novembre 2008.

⁶³ « Russia: Patrushev's Visit to Latin America », *Stratfor.com*, 16 octobre 2008 ; FBIS SOV : *El Comercio Internet Version*, en espagnol, 20 octobre 2008 ; G. Marcella, *War Without Borders: The Colombia-Ecuador Crisis of 2008*, Carlisle Barracks, PA : Strategic Studies Institute, US Army War College, 2008 ; S.A. Carter et C. Gentile, « Chavez Agreed to Arm Rebels, Files Indicate », *Washington Times*, 10 mai 2008.

⁶⁴ FBIS SOV : *Kommersant.com*, en anglais, 5 décembre 2006 ; A. Webb-Vidal, « Cocaine Coasts-Venezuela and West Africa's Drugs Axis », *Jane's Intelligence Review*, 14 janvier 2009 ; C. Kraul and S. Rotella, « Venezuela Worries U.S. Counter-Narcotics Officials », *Los Angeles Times*, 21 mars 2007 ; N. Kravlev, « Chavez Accused of Ties to Terrorists », *Washington Times*, 17 mai 2006.

probablement des écrans de fumée derrière lesquels pourraient se dissimuler, selon certains, le soutien délibéré de Moscou à la vente de drogue aux États-Unis, en Europe et en Amérique latine⁶⁵. D'ailleurs, des rapports de 2003 soulignent la pénétration de criminels russes dans les gangs de trafiquants de drogue mexicains⁶⁶. Plus récemment, début 2009, un Russe et un Cubain ont été arrêtés dans le Yucatan, pour trafic de drogue⁶⁷.

Paradoxalement, il existe ainsi un vrai besoin d'une telle coopération entre les États latino-américains et la Russie. Viktor Ivanov, le directeur du Service fédéral russe chargé de la lutte contre le trafic de drogue, a récemment affirmé que « des informations indiquent que les cartels de la drogue sud-américains considèrent la Russie, l'Ukraine et la Pologne comme les pays qui offrent des terrains favorables pour distribuer de la drogue et en envoyer vers l'Europe occidentale »⁶⁸. Dans le même temps, la Russie souhaite intensifier la coopération entre les services de renseignement des BRIC et entre les services latino-américains en général. Moscou projette donc de s'enraciner profondément en Amérique latine et d'utiliser ces contacts comme base d'influence politique permettant de soutenir les États et les mouvements insurrectionnels potentiels susceptibles de s'opposer aux intérêts américains⁶⁹. Ce ne sont là que quelques raisons parmi d'autres pour lesquelles les livraisons d'armes de la Russie au Venezuela et ses ventes prévues à Cuba constituent peut-être les aspects les plus dangereux de sa politique latino-américaine. Ces fournitures sont indiscutablement destinées à offrir à Chavez – qui vend des armes à des insurgés et à des régimes révolutionnaires sur le continent – le moyen de fomenter sa « révolution bolivarienne » à travers l'Amérique latine. De plus, acquérir des armes n'a pas de sens si Chavez ne planifie pas une course aux armements en Amérique latine. Des rapports en provenance du Chili, de Colombie et, surtout, du Brésil se montrent alarmistes au sujet des 5,4 milliards de dollars de ventes d'armes russes au Venezuela.

Ces analyses agitent le spectre d'un Venezuela qui pourrait jouer le rôle de détonateur dans une course aux armements continentale, acquérir la plus grande flotte d'Amérique latine grâce à son achat de sous-marins, et équiper massivement ses forces terrestres, aériennes et navales. Des rapports de 2008 confirment que, depuis 2003, si ce n'est plus tôt, ces armes (fusils automatiques, munitions, etc.) sont passées du Venezuela aux mains des FARC. Cela alimente la crainte de voir les armes russes ravitailler les insurrections et servir le trafic de drogue (pour lequel les sous-

⁶⁵ FBIS SOV : J.M. Bianco Diaz, « Venezuela to Establish Naval Base on Margarita Island », *Ministry of Communications and Information Internet Version*, en espagnol, 20 octobre 2008 ; FBIS SOV : ITAR-TASS, en russe, 17 décembre 2008.

⁶⁶ Johnson's Russia List : S. Hayward, « Russian Mafia Worms Way into Mexican Drug Cartels », *Miami Herald*, 11 août 2003.

⁶⁷ FBIS SOV : Open Source Center, *OSC Summary*, en espagnol, 28 janvier 2009.

⁶⁸ FBIS SOV : ITAR-TASS, en russe, 17 décembre 2008.

⁶⁹ Interfax-AVN Online, en anglais, 29 janvier 2009.

marins sont des vecteurs par excellence) plutôt que de défendre les côtes vénézuéliennes⁷⁰.

La quantité d'armes russes vendues au Venezuela depuis 2004 attise ces craintes : acheter autant d'armes n'a un sens stratégique que s'il y a une menace militaire en provenance des États-Unis ou d'ailleurs. Sachant cette menace inexistante, H. Chavez affirme avoir commandé des missiles de défense sol-air afin de protéger ses tours de forage⁷¹. Cependant, au-delà du droit légitime du Venezuela à se défendre, d'autres raisons expliquent l'achat de ces armements. Ces équipements achetés comprennent 24 avions de combat Su-30, 100 000 fusils Kalachnikov AK-47, des fusils d'assaut AK-103 et des véhicules de combat d'infanterie BMP-3. Le Venezuela a aussi acheté 53 hélicoptères Mig-35 (hélicoptères Mi-17V et Mi-35M) et prévoit l'achat de chars d'assaut T-72 en 2009. La Russie aidera le Venezuela à développer sur son territoire des usines capables de fabriquer jusqu'à 50 000 fusils par an et leurs munitions. En outre, le Venezuela projette d'acquérir douze avions cargo et de ravitaillement militaire Il-76 et Il-78, et vraisemblablement des avions militaires de transport Il-96-300, des missiles sol-air Tor-M1 et un système de défense antiaérienne (DCA) de cinquième génération également efficace contre les avions, les hélicoptères, les drones, les missiles de croisière, les missiles de haute précision et les systèmes portables de missiles anti-aériens Iгла-S. Le Venezuela cherche également à se procurer des hélicoptères d'attaque Mi-28n Hunter et négocie une éventuelle acquisition de sous-marins⁷². Il y a aussi eu des discussions portant sur la vente au Venezuela de sous-marins Project 636 (qui sont parmi les plus silencieux au monde) en 2011-2013, ainsi que des torpilles et des missiles pour sa Marine.

Ces achats n'ont de sens que s'ils répondent à un objectif de projection de forces à travers l'Amérique latine, d'acheminement de drogue par des sous-marins protégés de toute attaque aérienne, ou de fourniture

⁷⁰ FBIS SOV : *O Globo Internet Version*, en portugais, 9 février 2007 ; FBIS SOV : R. Godoy, « Venezuela Expands its Military Power », *O Estado de Sao Paulo Internet Version*, en portugais, 5 février 2007 ; FBIS SOV : *El Universal Internet Version*, en anglais, 9 juin 2006 ; FBIS SOV : *Correio Brailiense Internet Version*, en portugais, 29 juillet 2006 ; M. Schroeder, « Venezuela's Military Build-Up: Who's Watching the Guns? », FBIS SOV : *El Colombiano Internet Version*, en espagnol, 8 août 2006 ; FBIS SOV : *La Tercera de la Hora Internet Version*, en espagnol, 8 décembre 2008.

⁷¹ FBIS SOV : *Agentstvo Voennykh Novostej*, Internet Version, en anglais, 2 février 2007.

⁷² M.K. Bhadrakumar, « Venezuela, Russia: Comrades in Arms », *Asia Times Online*, 2 août 2006 ; FBIS SOV : R. Godoy, « Venezuela Buys 50 Fighters from Russia », *O Estado de Sao Paulo Internet Version*, en portugais, 12 décembre 2004 ; M. Schwartz, « Russia Offers Chavez \$1 Billion for Weapons », *New York Times*, 27 septembre 2008 ; FBIS SOV : J.L. Carrillo, « \$300 Million to Make Rifles », *Ultimas Noticias Internet Version*, 20 juin 2006, « Venezuela to Purchase Military Transport, Refueling Planes from Russia », *Associated Press*, 5 décembre 2007 ; C.E. Hernandez, « Antiaircraft Missiles Bought in Russia Arrive in Venezuela », *Notilarde Internet Version*, en espagnol, 3 octobre 2007 ; ITAR-TASS, en anglais, 27 novembre 2008 ; M. Sieff, « Russia Sells Arms to Chavez for Power, Not Profit », <www.upi.com>, 19 novembre 2008 ; M. Sieff, « Russia Invests \$5.4B in Venezuelan Arms Buildup », <www.upi.com>, 12 novembre 2008 ; « Venezuela to Buy Russian Tanks, Armored Vehicles », <www.Miamiherald.com>, 16 octobre 2008 ; « Venezuela, Russia: Noteworthy New Armor for South America », <www.stratfor.com>, 16 octobre 2008.

aux forces aériennes et navales russes d'une base temporaire où elles seraient à l'abri de toute attaque tout en menaçant aussi bien l'Amérique du Nord que l'Amérique du Sud⁷³. V. Poutine ayant déclaré que les bases permanentes à Cuba et au Venezuela ne sont pas indispensables, la porte est ouverte à la création de bases temporaires, y compris celles de sous-marins⁷⁴. Les ventes d'armements russes au Venezuela s'inscrivent dans la même politique que l'appel de Poutine à restaurer les positions de la Russie à Cuba, les négociations en cours entre des officiels militaires russes et cubains, ou encore les voyages de Setchine en 2008⁷⁵.

L'ennemi de mon ennemi est mon ami

Certains faits sont particulièrement inquiétants, parmi lesquels l'aide du Venezuela à la vente de missiles iraniens à la Syrie, le souhait de Chavez, exprimé aux leaders iraniens, d'introduire « des éléments nucléaires » au Venezuela (c'est-à-dire des armes nucléaires) et le soutien de la Russie au développement prétendument pacifique du nucléaire vénézuélien ainsi que les prospections d'uranium et de thorium⁷⁶. Ces évolutions suggèrent qu'il est possible de voir le Venezuela fonctionner en tant que pivot dans une alliance Russie-Venezuela-Iran dirigée contre les États-Unis. Certains représentants de la presse et du gouvernement iraniens estiment que Téhéran devrait intensifier ses efforts, déjà importants, visant à ouvrir un « second front » en termes politiques, voire même militaires, contre les États-Unis. Le Hezbollah collecterait déjà des fonds en Amérique latine et y participerait également au trafic de drogue⁷⁷. De nombreux observateurs ont mis en évidence l'existence de liens, en pleine expansion, entre l'Iran et des rebelles et terroristes sud-américains. Cette relation est facilitée par Chavez, lequel a sollicité Moscou non seulement pour une alliance formelle – des avances auxquelles la Russie a jusqu'ici résisté – mais aussi pour l'inciter à participer à l'Alternative bolivarienne pour l'Amérique latine et les

⁷³ FBIS SOV : P. Sergeev, « Latin American Maneuvers: Russian Ships Hasten to Visit the Caribbean Region Right after the White Swans », <www.Lenta.ru>, en russe, 23 septembre 2008.

⁷⁴ O. Pavlikov, « There Will Be No Permanent Bases in Venezuela or Cuba », *Gazeta*, en russe, 5 décembre 2008.

⁷⁵ FBIS SOV : *Agentstvo Voennykh Novostej*, en anglais, 30 décembre 2005 ; site Internet de *Agentstvo Voennykh Novostej*, en anglais, 4 août 2008 ; L. Biryukova et D. Telmanov, « Far-Off Air Defenses Nearby Missile Defenses: Russian Military Officers Are Studying the Possibility of Cuban Air Defenses », *Gazeta*, en russe, 28 octobre 2008 ; « Russia What About Subs Instead of Planes in Cuba? », <www.stratfor.com>, 24 juillet 2008.

⁷⁶ D. MacKinnon, « Is Venezuela Going Nuclear? », *Houston Chronicle*, 27 mai 2005 ; « Venezuela Aids Iranian Missile Sales to Syria, Intelligence Agencies Say », *Global Security Newswire*, <www.nti.org>, 22 décembre 2008 ; FBIS SOV : ITAR-TASS, en anglais, 17 novembre 2008 ; « Chavez Secures Nuclear, Arms Promises During Russia Visit », *Radio Free / Europe Radio Liberty*, 26 septembre 2008.

⁷⁷ FBIS SOV : S. Javadi, « From Backyard to Frontline », *Khorshid*, en persan, 15 décembre 2008 ; « Increasing Iranian Presence in Latin America Underlines Weakening U.S. Position », *Strategic Warning Issues Review*, n° 7, avril 2007.

Caraïbes (ALBA)⁷⁸. Medvedev a indiqué que la Russie était prête à discuter d'une éventuelle participation à cette organisation dans la mesure où elle s'accorde avec l'idée russe d'un monde multipolaire et d'une division internationale du travail⁷⁹.

Moscou a également l'intention de poursuivre sa coopération militaro-technologique avec Cuba⁸⁰. Les officiels russes continuent d'affirmer que l'île joue un rôle clé dans la politique étrangère russe et qu'ils considèrent La Havane comme un partenaire permanent en Amérique latine⁸¹.

De même, le Kremlin n'a pas ménagé ses efforts afin d'obtenir en Amérique latine une influence économique de longue durée et d'établir avec les pays de la région des liens apportant un bénéfice économique mutuel. Jusqu'à présent, bon nombre de ces discussions et de ces accords tournent autour de l'exploration pétrolière et/ou gazière sur le territoire et dans les eaux territoriales de Cuba et du Venezuela, ainsi que de la construction du pipeline pan-américain reliant le Venezuela à l'Argentine proposé par Chavez. Moscou et Caracas discutent également de la participation à un cartel du gaz, un autre projet chéri par la Russie. Au Venezuela, la Russie va aussi extraire de la bauxite et produire de l'aluminium. En outre, ces deux États envisagent la création d'une banque binationale. Enfin, le Venezuela et Cuba négocient aussi des projets spatiaux avec la Russie⁸².

Cependant, la crise économique va certainement se faire ressentir sur ce dossier. La Havane peut souhaiter la restauration de son ancienne coopération économique avec Moscou, mais la Russie actuelle ne peut pas se le permettre. De la même manière, des investissements russes à grande échelle au Venezuela paraissent irréalistes. Des projets comme celui consistant à acheminer du gaz vénézuélien en Argentine à travers le bassin amazonien – un projet insuffisamment financé dès le départ et probablement dénué de bien-fondé économique – seront vraisemblablement abandonnés⁸³. En outre, peu de projets ont abouti ou se trouvent sur le point de l'être. Medvedev n'a pas donné suite à l'appel de Chavez pour une alliance réelle et aucun accord majeur n'a été signé

⁷⁸ ALBA est une organisation internationale destinée à favoriser la coopération politique, sociale et économique entre ses États membres : Cuba, le Venezuela, le Nicaragua, la Bolivie, le Honduras et la Dominique.

⁷⁹ FBIS SOV : ITAR-TASS, en anglais, 27 novembre 2008.

⁸⁰ FBIS SOV : Interfax-AVN Online, en anglais, 26 janvier 2009.

⁸¹ FBIS SOV : ITAR-TASS, en anglais, 29 janvier 2009 ; « Cuba Holds Key Role in Russian Foreign Policy-Envoy in Havana », RIA Novosti, 26 janvier 2009.

⁸² FBIS SOV: Interfax, en anglais, 27 juillet 2006 ; ITAR-TASS, en anglais, 26 janvier 2009 ; Interfax, en anglais, 22 septembre 2008, 6 novembre 2008 ; *Vzglyad*, en russe, 23 septembre 2008 ; *Agencia Bolivariana de noticias, Internet Version*, en espagnol, 20 novembre 2008 ; « Russia to Help Cuba Build a Space Center », Reuters, 17 septembre 2008 ; « Oil to Play for—Could Cuba's Oil End the Embargo? », *Jane's Intelligence Review*, 11 décembre 2008 ; ITAR-TASS, en anglais, 23 novembre 2008, 9 novembre 2008, 26 septembre 2008, 16 septembre 2008, 17 septembre 2008 ; ITAR-TASS, en anglais, 23 décembre 2008 ; Vesti TV, en russe, 7 novembre 2008.

⁸³ FBIS SOV : G. Coronel, « The Trans-Amazonian Gas Line: Project Or Deal? », *Venezuela Today Internet Version*, en anglais, 19 février 2006.

pendant sa visite au Venezuela⁸⁴. Cuba pourrait se retourner vers Moscou car, en raison de la crise, l'île ne peut plus continuer de dépendre de l'approvisionnement énergétique en provenance du Venezuela⁸⁵. De même, même si le Nicaragua cherche à renforcer les liens commerciaux entre la Russie, la Chine et les membres latino-américains de l'ALBA, les difficultés sont immenses. Bien qu'Ortega admette l'existence d'une crise, il est peu probable que Moscou et Pékin décident de créer une zone monétaire ALBA fondée sur une monnaie régionale, comme il le souhaiterait⁸⁶. Pour la même raison, l'accord passé entre Moscou et Caracas, selon lequel les deux pays utiliseront pour leurs échanges commerciaux leurs monnaies nationales, ne sera probablement pas appliqué⁸⁷.

⁸⁴ FBIS SOV : A. Gabuyev, « A Paperwork Visit: The Crisis and the Opposition Are Reducing Dmitry Medvedev's Efforts in Venezuela to Naught », *Kommersant*, en russe, 26 novembre 2008.

⁸⁵ FBIS SOV : *CubaNet News*, en espagnol, 17 novembre 2008.

⁸⁶ FBIS SOV : *La Prensa Internet Version*, en espagnol, 12 janvier 2009.

⁸⁷ N. Vardul, « Two Astride the Bolivar », *Gazeta*, en russe, 28 novembre 2008 ; FBIS SOV : ITAR-TASS, en anglais, 27 novembre 2008.

Conclusion

Il est clair que les principaux buts de la Russie en Amérique latine sont d'ordre géopolitique et liés à son désir d'apparaître comme une superpuissance mondiale, rivale des États-Unis. Sa capacité à obtenir une influence stratégique décisive est limitée à une poignée d'États latino-américains révolutionnaires en difficulté. La crise économique actuelle a encore réduit sa marge de manœuvre. Enfin, à moins que l'administration Obama les traite avec négligence ou mépris, ce qui est peu probable, la plupart des États latino-américains ne suivront pas la Russie quand la politique de celle-ci ira à l'encontre de leur propre intérêt. La promesse d'une augmentation des échanges commerciaux ne suffit pas à les convaincre de s'allier à Moscou, qui pourrait les instrumentaliser à ses propres fins. Même les observateurs russes ainsi que certains officiers de l'armée reconnaissent publiquement que leurs exercices au Venezuela et dans la zone Caraïbes ne sont qu'une démonstration de force avec peu ou sans valeur stratégique⁸⁸.

Le seul élément de la politique russe qui menace les États-Unis et l'Amérique latine est le soutien militaire et de renseignement que Moscou fournit à Chavez et à d'autres dirigeants du même acabit. Cette aide sert *in fine* la cause des insurgés et des narco-trafiquants qui cherchent à déstabiliser les régimes pro-américains et à renforcer Chavez et ses alliés. Ces menaces nécessitent des réponses économiques et politiques avant toute action militaire.

Washington peut œuvrer à renforcer la sécurité en Amérique latine et revigorer sa propre économie en ouvrant son marché et en supprimant les barrières aux échanges avec les pays de l'Amérique latine, en renforçant le multilatéralisme et l'interopérabilité entre les forces de défense (ce que réclament les militaires latino-américains) et en lançant la normalisation des relations avec Cuba. L'île ne représente plus le même danger que dans le passé. En revanche, cet honneur douteux revient désormais au Venezuela. Normaliser les rapports avec Cuba au crépuscule de l'ère Castro perturberait Chavez ; La Havane accueillerait probablement avec satisfaction de telles initiatives, susceptibles d'apporter des avantages économiques. L'impact positif d'un tel revirement sera d'une grande ampleur sur toute l'Amérique latine.

Il ne faut cependant pas croire que les problèmes de sécurité qui affectent cette région peuvent être facilement réglés. C'est là une raison supplémentaire pour laquelle les États-Unis ne peuvent pas ignorer

⁸⁸ FBIS SOV : *Ekho Moskvyy Radio*, en russe, 15 décembre 2008; FBIS SOV : *Kommersant Daily*, en russe, 3 décembre 2008.

l'Amérique latine et la laisser s'orienter vers Moscou, Téhéran et Pékin faute de meilleure solution. Dans la politique mondiale, chaque négligence est lourde de conséquences aussi bien pour l'État qui néglige que pour les États négligés. Si la politique menée par l'administration Bush a permis à la Russie d'avancer ses pions sur le continent sud-américain, les États-Unis d'Obama pourraient renverser la situation en faisant jouer l'attrait d'une démocratie libérale.